SRL Swiss | Bulletin des droits humains

Numéro 4 | 20–26 octobre 2026 | Édition originale : 27 octobre 2026



Archive : Un camp au Tchad pour les personnes fuyant le Soudan, 16 mai 2023. Henry Wilkins/VOA, domaine public. Pas une photo des attaques de cette semaine.

La protection civile au Soudan

De nouvelles déclarations sur les attaques de drones au Soudan et des témoignages d'El Fasher font le point sur le droit à la vie et à la protection civile cette semaine. Les périodes couvertes par les chiffres des pertes et les limites de la vérification des sources sont indiquées séparément.

Les autres thèmes sont les renvois vers l’Afghanistan, les manifestations et la surveillance biométrique en Europe, la peine de mort en Iran, la sécurité des civils et les soignants en Palestine et en Israël. De nouvelles contributions bénévoles sur le Myanmar et le Bangladesh ont été comparées à leurs sources et intégrées à la sélection.

Dans ce numéro

2 Soudan • 3 Retours et protection des enfants • 4 Libertés en Europe • 5 Peine de mort et liberté de la presse • 6 Palestine, Israël et Yémen • 7 Myanmar, Bangladesh et Nigéria • 8 Principes de suivi et de rédaction

État de l’édition source : 26 octobre 2026. L’autorisation de republier certaines photographies sources n’a pas été vérifiée.

Photographie de couverture et notice d'utilisation

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 1

Sources et liens — 1. commons.wikimedia.org

SRL Swiss | Bulletin des droits humains

20–26 octobre 2026

La protection civile au Soudan



Archive / contexte : Tchad, 16 mai 2023. Henry Wilkins/VOA, domaine public.

Nouvelles déclarations : 23 et 26 octobre 2026 • Données sur les attaques de drones : les trois premières semaines d'octobre • Témoignage d'El Fasher : nouvelles recherches sur des événements antérieurs.

Attaques de drones et nouveaux témoignages d'El Fasher

Anadolu et Sudan Tribune, citant le Haut-Commissaire de l’ONU aux droits de l’homme Volker Türk, font état d’au moins 306 morts et de centaines de blessés dans les attaques de drones des trois premières semaines d’octobre. Ce n’est pas le bilan du 20–26 octobre. Les lieux touchés comprennent des habitations, marchés, établissements de santé et sites pour personnes déplacées. Différentes attaques sont attribuées à l’armée soudanaise ou aux RSF. Il ne faut pas présumer un auteur unique pour tous les incidents.

La recherche distincte d’Amnesty International, publiée le 23 octobre, recueille des récits de civils quittant El Fasher sur les détentions, tortures, rançons, travaux forcés et refus de soins. Elle repose sur des entretiens menés en août et septembre avec 19 habitants et six travailleurs humanitaires. Amnesty indique avoir transmis ses résultats aux RSF le 9 octobre sans avoir reçu de réponse au moment de publier. La nouveauté est la publication de ces récits.

26 octobre : Sanctions et soutien aux survivants

Le 26 octobre, le Royaume-Uni a annoncé des interdictions de voyager et des gels d'avoirs à l'encontre de 15 commandants supérieurs de l'armée soudanaise et de RSF pour des abus graves présumés, y compris des violences sexuelles liées au conflit. Elle a également annoncé 5 millions de livres sterling pour les victimes de violences sexuelles et 10 millions de livres sterling pour l'aide humanitaire. Les sanctions ne sont pas des condamnations pénales; les enquêtes sur la responsabilité individuelle et la protection des victimes doivent faire l'objet d'un suivi.

Gouvernement britannique • 26 octobre

Impact et vérification des droits

La sécurité, le traitement et l'aide humanitaire aux civils sont des priorités urgentes. L'article 3 commun, l'interdiction de la torture et les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans les attaques constituent le cadre pertinent. Les circonstances et la responsabilité de chaque attaque nécessitent un examen individuel.

La page du HCDH n'a pas pu être consultée directement. AA et Sudan Tribune relaient la même déclaration de l'ONU; ce ne sont pas deux comptes de terrain indépendants. Le témoignage d'El Fasher provient d'une enquête séparée.

AA • Déclaration de l'ONU • 23 octobre

Sudan Tribune • 25 octobre

Amnesty • Recherche El Fasher • 23 octobre

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 2

Sources et liens — 1. amnesty.org · 2. sudantribune.com · 3. aa.com.tr · 4. gov.uk

SRL Swiss | Bulletin des droits humains

20–26 octobre 2026

Retours et protection de l'enfance

Suisse et Afghanistan : garanties de protection



Une enquête WAV/Le Courrier publiée par SWI le 24 octobre indique que des données personnelles sur les Afghans faisant l'objet d'une expulsion ont été communiquées à l'administration talibane. La SEM déclare que trois personnes ont été renvoyées après des pourparlers en août 2025. SEM dit que les procédures reposaient sur les décisions des tribunaux; les avocats contestent le partage de données et la sécurité après le retour. Le 22 octobre, des experts de l'ONU ont mis en garde les États de l'UE contre le retour d'Afghans gravement menacés.

Afghanistan, 15 août 2026. EPA/Samiullah Popal, SWI. Archive, pas une scène de déportation.

Droits et suivi: articles 3 et 8 de la CEDH; Convention contre la torture (CAT), article 3. L'enquête et la déclaration de l'ONU sont des faits nouveaux. La sécurité après le retour et l'évaluation des risques individuels exigent une surveillance; la déclaration n'est pas une décision du tribunal.

SWI • Documents et réponse du SEM • 24 octobre

UN / UNRIC • Rapport de la déclaration du 22 octobre

États-Unis et Sierra Leone : risque de renvoi



Selon l’appel urgent d’Amnesty du 23 octobre, les États-Unis ont transféré le 12 octobre vers la Sierra Leone trois personnes bénéficiant d’une protection judiciaire contre le renvoi dans leur pays d’origine, avec cinq autres personnes. Amnesty signale que les trois risquent ensuite d’être renvoyées vers leur pays d’origine. Un second transfert n’a pas été confirmé.

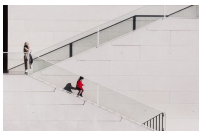
Aéroport de Freetown, 28 janvier 2024. Davidbstanley / Commons, CC0. Archive, pas le transfert.

Droits et suivi: article 3 de la Convention contre la torture; évaluation des risques individuels. Suivi des réponses officielles en cours et de la situation des individus.

Amnesty • Appel urgent • 23 octobre

Source de l'image • Freetown / CC0

Suisse: Les enfants dans le système d'aide d'urgence



Le 21 octobre, Asile.ch a publié un appel du Parlement des réfugiés et d'une trentaine d'organisations pour améliorer le logement, l'éducation et la vie privée des enfants. Le document de position sous-jacent est daté du 4 octobre; il ne s'agit pas d'une nouvelle décision de justice.

Asile.ch / Photographie source de Pexels. Illustre; pas les enfants dans ce rapport. Date non précisée.

Droits et suivi: Convention relative aux droits de l'enfant, articles 3, 16, 27 et 28. Surveiller les réponses cantonales et les améliorations pratiques.

Asile.ch • Position commune • 21 octobre

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 3

Sources et liens — 1. asile.ch · 2. commons.wikimedia.org · 3. amnesty.org · 4. unric.org · 5. swissinfo.ch

SRL Swiss | Bulletin des droits humains

20–26 octobre 2026

Liberté d'expression et sécurité en Europe

France : Journalistes : sécurité et violence raciste



La publication de RSF du 21 octobre décrit des violences et des entraves visant les journalistes couvrant les manifestations. Les recours de la LDH contre les interdictions de manifester concernent aussi les garanties de réunion pacifique. Dans un dossier distinct, la LDH a qualifié de raciste et islamophobe l’attaque du 23 octobre à Trappes et La Verrière, qui a fait un mort et cinq blessés.

Photo source de RSF, 21 octobre. Les protestations, pas l'attaque de Trappes. Date non précisée.

Droits et suivi: articles 2, 10, 11 et 14 de la CEDH. La caractérisation du motif est attribuée à la LDH; le dossier de l'accusation n'a pas été examiné. Les incidents touchant les journalistes et les décisions d'interdiction individuelle nécessitent une enquête distincte.

RSF • France • 21 octobre

LDH • Trappes • 24 octobre

Conseil de l’Europe • Garanties de la liberté de réunion pacifique

Royaume-Uni: reconnaissance faciale prévue pour Oxford Street



Selon Liberty le 23 octobre, la police prévoit d’installer en décembre des caméras fixes de reconnaissance faciale en direct sur Oxford Street. Liberty s’oppose à cette extension avant l’adoption d’un cadre juridique spécifique et de garanties de contrôle indépendant. L’installation annoncée n’est pas encore en service.

Photo source de la liberté de la reconnaissance faciale en direct. Pas l'installation d'Oxford Street. Date non précisée.

Droits et suivi. Article 8 CEDH : vie privée, protection des données et faux rapprochements d’identité. Aucune violation envers une personne déterminée n’est établie à ce stade.

Liberty • 23 octobre

Allemagne et Tadjikistan: Un activiste expulsé en prison



Human Rights Watch a rapporté le 22 octobre que le militant tadjik Asadullo Boboev, expulsé d’Allemagne, avait été condamné à 17 ans de prison. L’affaire interroge l’évaluation des risques avant le renvoi et l’effectivité de la protection.

Asadullo Boboev. Portrait de source HRW. Date et photographe non spécifié.

Droits et suivi: article 3 de la Convention contre la torture; articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Un examen indépendant de l'ensemble du jugement et des garanties du procès est nécessaire.

HRW • Boboev • 22 octobre

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 4

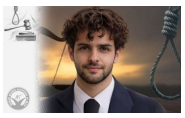
Sources et liens — 1. hrw.org · 2. libertyhumanrights.org.uk · 3. coe.int · 4. ldh-france.org · 5. rsf.org

SRL Swiss | Bulletin des droits humains

20–26 octobre 2026

Peine de mort et liberté de la presse

Iran: Cas distincts de peine de mort



HRANA signale qu'Ilya Ben-Rashid a été informé de sa condamnation à mort le 20 octobre. Selon IHR, plus de 200 condamnés à mort à Ghezelhesar ont été informés du transfert obligatoire, ce qui pourrait accroître les risques d'exécution. Le rapport du 21 octobre indique que la condamnation de Manouchehr Fallah a été de nouveau confirmée et que son cas a été envoyé à l'unité d'exécution. Ces faits nouveaux n'établissent pas que les peines ont été exécutées.

Ilya Ben-Rashid. HRANA, 21 octobre, publication. Image de la source; date non précisée.

Droits et suivi: Articles 6 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques: vie et procès équitable. Les jugements complets et l'ordonnance de transfert n'ont pas fait l'objet d'un examen indépendant. Les transferts, l'accès aux avocats et les moyens de mettre fin aux exécutions doivent être surveillés d'urgence.

HRANA • Ben-Rashid • 21 octobre

IHR • Ghezelhesar • 20 octobre

IHR • Fallah • 21 octobre

Azerbaïdjan: De longues peines de prison demandées pour les journalistes



CPJ rapporte que le parquet a requis des peines pouvant atteindre 12 ans de prison contre les journalistes de Meclis.info. Des réquisitions du parquet ne constituent pas une peine prononcée par un tribunal. Le suivi porte sur le lien entre le travail journalistique et les accusations pénales.

Bakou, 19 septembre 2023. AFP / Tofik Babayev, CPJ. Archives, pas une audience.

Droits et suivi: articles 5, 6 et 10 de la CEDH. Suivre la décision du tribunal, les preuves et les objections de la défense.

CPJ • Meclis.info • octobre 2026

Türkiye: Mehmet Baransu et poursuites contre des journalistes



Mehmet Baransu est toujours en cours d'examen en raison de la privation prolongée de liberté, qui date de mars 2015. Le 22 octobre, la MLSA a signalé que son procès en diffamation, qui avait été intenté suite à la plainte de Dursun Çiçek, avait été ajourné au 11 février 2027 pour obtenir l'avis final du procureur. Baransu a nié l'accusation et a demandé l'acquittement; le plaignant a réitéré ses allégations. Le MLSA a également signalé la détention provisoire d'İsmail Arı et de Murat Ağırel. L'annonce d'Ağırel, datée du 19 octobre, fait partie du suivi de la période précédente.

Mehmet Baransu. Portrait d'archives du rapport du 22 octobre. Date de photographie non précisée.

Droits et suivi. Articles 5, 6 et 10 CEDH. Dans les différentes affaires, il faut distinguer le statut de Baransu en détention provisoire de celui de détenu exécutant une peine. Le renvoi d’audience n’est pas une nouvelle condamnation à l’emprisonnement.

MLSA • Audience de Baransu • 22 octobre

CPJ • Affaire Mehmet Baransu

MLSA • Bulletin hebdomadaire • 23 octobre

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 5

Sources et liens — 1. mlsaturkey.com · 2. cpj.org · 3. mlsaturkey.com · 4. cpj.org · 5. iranhr.net · 6. iranhr.net · 7. en-hrana.org

SRL Swiss | Bulletin des droits humains

20–26 octobre 2026

Protection en Palestine, en Israël et au Yémen

Palestine : Déplacement à Hébron



Reuters a signalé le 24 octobre, citant des responsables locaux, qu'environ 1 200 Palestiniens avaient été déplacés à Hébron pendant l'opération militaire israélienne. Ce chiffre provient de fonctionnaires locaux et n'a pas été vérifié de manière indépendante. Les restrictions à la circulation et les difficultés d'accès aux foyers affectent la vie quotidienne et la sécurité.

Hébron, 8 septembre 2015. بدارين / Commons, CC BY-SA 4.0. Archive, pas cette semaine.

Droits et suivi: Protection civile, logement, vie familiale et accès aux soins de santé. Surveiller la portée de l'opération, les possibilités de retour et les dommages individuels.

Reuters • Hébron • 24 octobre

AP • Opération en Cisjordanie

Israël : Appel à la libération des médecins de Gaza



Le 21 octobre, CIVICUS et Physicians for Human Rights Israel (PHRI) ont demandé la libération du Dr Hussam Abu Safiya et de 13 autres médecins de Gaza. D'après leur déclaration commune, Israël tient les médecins sans inculpation. Les organisations ont appelé à l'accès aux soins de santé, aux avocats et aux membres de la famille. La détention des médecins rend également l'accès au traitement plus difficile pour les patients à Gaza.

Dr Hussam Abu Safiya. Photographie fournie par Elyas Abu Safiya / ABC News. Date non précisée.

Droits et suivi: Liberté et sécurité, procès équitable et santé; interdiction de la torture et des mauvais traitements. Le statut juridique et les conditions de détention de chaque médecin doivent faire l'objet d'un contrôle distinct.

CIVICUS / PHRI • Appel pour 14 médecins • 21 octobre

Source de l'image • Dr Abu Safiya / Nouvelles ABC

Yémen : aide humanitaire et vie civile à Taiz



Une réunion d'information humanitaire de l'ONU, datée du 23 octobre, met en lumière les besoins d'environ 800 000 personnes à Taiz. Il ne s'agit pas d'un bilan de mort ou d'un compte de nouvelles victimes. Les restrictions à la circulation et les obstacles à l'accès humanitaire affectent la nourriture, la santé et les conditions de vie sûres.

Taiz, 6 juin 2014. Anas Alhajj / Commons, CC BY-SA 2.0. Vue des archives.

Droits et suivi : Accès humanitaire et protection civile. Suivre la période couverte par l'évaluation des besoins et les obstacles à l'accès.

ONU • Yémen et aide humanitaire • 23 octobre

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 6

Sources et liens — 1. unognewsroom.org · 2. abcnews.com · 3. civicus.org · 4. apnews.com · 5. reuters.com

SRL Swiss | Bulletin des droits humains

20–26 octobre 2026

Myanmar, Bangladesh et Nigéria

Myanmar : Attaques séparées et décès nouvellement documentés



MSF signale deux morts et 17 blessés dans l'incident de Sittwe le 23 octobre. Les bulletins de l'AAPP du 22 au 23 octobre enregistrent séparément deux morts civiles dans l'attaque de Pauktaw le 20 octobre et neuf, dont un enfant, dans l'attaque du port de Paletwa le 18 octobre. Il s'agit d'incidents distincts. Les 44 décès documentés de femmes et de filles du 1er au 23 octobre ne sont pas un total hebdomadaire et ne doivent pas être ajoutés à six rapports non confirmés ni à des chiffres individuels d'incident.

© MSF. Source publiée le 24 octobre. Image contextuelle; pas l'attaque. Date de photographie non précisée.

Droits et suivi: droit à la vie; article 3 commun, distinction et précautions. Une vérification indépendante des dossiers individuels de l'AAPP est toujours en cours.

MSF • Rakhine • 24 octobre

AAPP • 23 octobre

AAPP • 22 octobre

Bangladesh: raid Purbachal et procédure sommaire



Selon The Daily Star du 25 octobre, au moins 85 personnes, dont 26 femmes, ont été arrêtées lors de la descente du 20 octobre et condamnées après de brèves procédures. Quatre organisations de défense des droits et 101 citoyens ont demandé une enquête et un contrôle judiciaire. La police affirme avoir saisi des stupéfiants. Les organisations contestent les limitations d’accès aux avocats et la divulgation publique des identités.

Avocate Sara Hossain, signataire de l'appel. Le portrait de la source Daily Star, pas le raid.

Droits et suivi: Articles 9, 14 et 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les textes de jugement n'ont pas été examinés; les allégations d'illégalité ne sont pas des conclusions judiciaires définitives.

L'Étoile quotidienne • 25 octobre

Nigéria: Recours en justice au sujet des fonds d'aide sociale



Le SERAP a annoncé le 25 octobre qu'il avait déposé une plainte devant la Cour de la CEDEAO concernant des allégations concernant plus de 78,8 milliards de nairas de dépenses d'assistance sociale. Les dépenses vérifiées se rapportent à 2023-2024; le nouveau développement est la demande du tribunal.

Cour de la CEDEAO. SERAP photo source avec un emblème superposé. Date de photographie non précisée.

Droits et suivi: protection sociale et recours effectif. Le dépôt d'un cas n'est pas une constatation d'infraction; le rapport de vérification complet et la réponse du gouvernement n'ont pas été examinés.

SERAP • Demande de la CEDEAO • 25 octobre

Nigéria : suivi des restrictions à l'expression politique



Le rapport du 20 octobre décrit l'arrestation en septembre de cinq personnes à Borno en relation avec les T-shirts Tinubu Must Go, et le blocage d'une réunion à Kano deux semaines plus tard. La police cite l'ordre public et les substances soupçonnées; les défenseurs des droits disent que les critiques politiques sont punies. Ces arrestations n'ont pas eu lieu au cours de cette semaine.

DW / Police d'État de Borno. Saisie de T-shirts de l'incident de septembre. Date de photographie non précisée.

Droits et suivi: Liberté d'expression et de réunion pacifique. Surveiller le fondement des accusations et des procédures ultérieures.

DW • Nouveau rapport / événements antérieurs • 20 octobre

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 7

Sources et liens — 1. amp.dw.com · 2. serap-nigeria.org · 3. thedailystar.net · 4. aappb.org · 5. aappb.org · 6. msf.org

SRL Swiss | Bulletin des droits humains

20–26 octobre 2026

Principes de suivi et de rédaction

Égypte: Nouveaux documents et affaires en cours



La déclaration commune EFHR du 21 octobre demande une enquête indépendante sur les attaques meurtrières contre des travailleurs des mines près de la frontière soudanaise le 10 octobre. Sa publication du 20 octobre signale la détention d’environ 125 proches de dissidents depuis la seconde moitié d’août. Ce n’est pas un total hebdomadaire. Le dernier suivi vérifié des journalistes de Matsadaash porte sur la prolongation de détention rapportée le 14 octobre.

Photographie minière tirée de la déclaration de l'EFHR du 21 octobre. Date et photographe non précisé; pas l'attaque.

Droits et suivi. Vie, liberté et enquête efficace. La responsabilité dans les attaques en Égypte et les cas individuels de détention nécessitent un examen supplémentaire.

EFHR • Attaques contre les travailleurs des mines • 21 octobre

EFHR • Détention de membres de la famille • 20 octobre

Kenya: Suivi d'un nouveau rapport sur les manifestations antérieures



Le rapport d’Amnesty International du 19 octobre documente des allégations d’arrestations arbitraires, d’enlèvements, de torture, de surveillance et d’entraves au journalisme lors des manifestations de 2023–2025. Il repose sur 102 entretiens et un examen documentaire. Selon Amnesty, les organismes publics auxquels les résultats ont été transmis n’avaient pas répondu au moment de la publication. Ce rapport relève du numéro précédent et est repris ici à titre de suivi.

© Amnesty International. Source photographie tirée du rapport du 19 octobre; date de la photographie non précisée.

Droits et suivi. Liberté, interdiction de la torture et liberté de réunion pacifique. Suivre l’efficacité des enquêtes et des recours ouverts aux victimes.

Amnesty • Annonce du rapport • 19 octobre

Suivi des affaires antérieures



Shampa Goswami / Front Line Defenders. Portrait d'archives; date non précisée.

Aucune nouvelle décision finale n'a été vérifiée sur les retours de la Suisse à Türkiye ou dans l'affaire Colleen Madden. Les besoins de protection du shampa Goswami continuent. La publication du 23 octobre de l'IHR signale un risque d'exécution pour Kolsoom Akbari; la déclaration d'appel est datée du 6 octobre.

INQUEST • Enquête sur la mort de Colleen Madden

Front Line Defenders • Shampa Goswami

IHR • Kolsoom Akbari • 23 octobre

Sélection et champ d'application

SRL Swiss sélectionne des histoires pour son hebdomadaire Human Rights Bulletin en fonction de la gravité des abus, de l'importance publique et juridique, des sources fiables et vérifiables, de la diversité géographique et thématique, et des besoins de suivi. Les faits vérifiés sont distingués des allégations, et les limites matérielles et les réponses pertinentes sont énoncées. Ce bulletin n'est pas un compte rendu exhaustif de toutes les violations des droits de l'homme dans le monde.

Ce numéro fait suite aux 13-19 octobre sans discontinuité. Période suivante: 27 octobre–2 novembre 2026. Les liens sources apparaissent sous les histoires pertinentes. Les photographies d'archives ne représentent pas les événements actuels. L'analyse juridique ne remplace pas les conclusions judiciaires finales.

Édition source vérifiée le 26 octobre 2026 ; traduction fondée sur la version turque v08 et l’édition anglaise. Les réserves concernant les droits des images sont conservées. Corrections : info@srlswiss.com.

26 octobre 2026 • SRL Swiss • 8

Sources et liens — 1. iranhr.net · 2. frontlinedefenders.org · 3. inquest.org.uk · 4. amnesty.org · 5. egyptianfront.org · 6. egyptianfront.org